

Le pire est probablement à venir en Ukraine. Et l'Europe doit comprendre que c'est le cas pour elle aussi



La guerre en Ukraine ne se limitera pas pour les Européens à des marques de soutien sur les réseaux sociaux. Ce sont aussi nos quotidiens et nos perspectives d'avenir qui sont durablement et profondément affectés.

Avec Jean-Paul Betbeze, Cyrille Bret, Maxime Tandonnet

Atlantico : A quel point nos choix économiques, énergétiques, migratoires, de défense ou internationaux vont-ils être contraints d'évoluer face à ce qu'il se passe en Ukraine ?

Cyrille Bret : On voit bien que la campagne présidentielle a été complètement modifiée par la guerre en Ukraine. On peut s'attendre à un phénomène de ralliement au chef qui va certainement profiter à Emmanuel Macron. On observe également un discrédit de certains candidats qui affichaient des idées pro-russes. Dans la vie quotidienne, les incertitudes qui pèsent sur les approvisionnements en matière d'hydrocarbures contribuent à une

augmentation des prix de l'énergie. Le prix des denrées alimentaires va également augmenter. L'impact sera durable et l'identification au peuple ukrainien sera très forte. Je pense que les conséquences électorales, sociales et économiques seront très concrètes dans un futur proche.

Maxime Tandonnet : De fait tout dépend de la tournure que vont prendre les événements, ce que nul ne peut réellement prévoir aujourd'hui. Si un accord de paix est trouvé dans les mois qui viennent, l'impact de ce conflit sur nos vies quotidiennes sera limité. Il sera essentiellement de nature économique. Nous nous dirigeons inéluctablement vers une forte inflation due aux prix de l'énergie, une baisse du pouvoir d'achat et une explosion du chômage. L'Etat va continuer à recourir à la « planche à billets » aggravant l'endettement public. C'est un grand bond dans le passé et le retour aux années inflation/chômage ou stagflation comme on disait dans les années 1970. On se dirige vers un appauvrissement général de la population qui devra adapter son mode de vie en réduisant les déplacements et les voyages. En revanche, si le conflit dure et s'il dégénère avec une intervention des forces de l'OTAN, nous entrons dans la logique d'une troisième guerre mondiale, la perspective de graves pénuries alimentaires, de bombardements des villes et de chaos généralisé. Mais nous n'en sommes pas là, en tout cas pas encore...

Est-il possible que cela soit un moment « fondateur » ou de bascule, comme a pu l'être par exemple le 11 septembre, ou toutes les certitudes liées à la « fin de l'histoire » sont bousculées ?

Cyrille Bret : Je ne crois pas que nous soyons dans un mouvement similaire à celui du 11 septembre. Nous sommes dans une « guerre classique », alors que les attentats du 11 septembre avaient une dimension forte de violence politique, mondialisée, de masse et imprévisible. En revanche, je pense que nous allons assister à un tournant dans la façon dont les Français et leurs partenaires européens conçoivent la sécurité.

La question de la feuille d'impôt et des politiques publiques va se poser très sérieusement. Les finances publiques avaient été très sollicitées suite à la pandémie de Covid-19. La crise que nous connaissons actuellement sera certainement pire, notamment à cause des programmes de réarmement et de développement de l'armée. Qui dit allocation de ces ressources à des politiques de défense et de sécurité signifiera des sacrifices en termes de politique publique. L'impact sera très important sur la façon dont seront financés les hôpitaux, les écoles ... Cette charge financière pèsera sur les citoyens. Ce qui est certain, c'est que les forces armées auront une place bien plus importante dans la vie quotidienne de la nation.

Débutée il y a maintenant un mois, l'invasion de l'Ukraine par la Russie [continue de perturber la situation économique mondiale](#) et l'Europe n'est pas épargnée avec la mise en place de sanctions. Quelles seront les répercussions économiques pour les habitants de ces sanctions ? Tous les pays seront-ils logés à la même enseigne ?

Jean-Paul Betbeze : Le mois de mars va partout montrer les effets négatifs de la guerre d'Ukraine sur l'activité. Évidemment, au plan économique, les Ukrainiens sont les plus touchés, ruinés dans un pays dévasté. Leurs voisins polonais ou hongrois le sont moins, mais ils ont et

auront à supporter les coûts des réfugiés chez eux, jusqu'à être aidés, plus celui du gaz plus cher, plus la perception de leurs dépendances à la Russie.

Tous les pays européens ne sont pas logés à la même enseigne, en fonction de l'énergie, des produits minéraux et alimentaires qu'ils utilisent, du poids de leurs ventes à la Russie et de leur situation financière mais, pour tous, ils seront vus comme plus risqués. Donc les investisseurs y seront plus mesurés, plus inquiets et demanderont, en compensation, une rentabilité supérieure. Il faudra suivre en particulier le cas de l'Italie, très dépendante du gaz russe et dont le rendement des bons du trésor à 10 ans s'approche de 2,1%.

Les citoyens du continent devront-ils faire face à une inflation générale causée par la hausse des prix de l'énergie ? Les entreprises seront-elles affectées lourdement ?

Jean-Paul Betbeze : Les prix vont partout monter, du fait du prix du gaz et du pétrole, mais aussi des minéraux et des produits agricoles. Mais si le prix de l'électricité monte, c'est plus à cause d'une règle économique ancienne, totalement inappropriée. En effet, le prix de l'électricité dit « de marché », est celui de l'unité marginale qui est « appelée » à faire la soudure entre offre et demande d'électricité, pour éviter toute interruption sur le réseau. Donc, quand la demande d'électricité augmente, on active, les centrales par ordre de coût, après le nucléaire. On termine ainsi par les turbines à gaz... pour éviter que le réseau électrique ne s'effondre en Europe, alors que le nucléaire fournit l'électricité la moins chère et la plus stable ! Mais voilà, le calcul ancien derrière ce résultat oublie d'où vient ce gaz et les investissements français dans le nucléaire. Si on ne change pas « la formule », on plombe les résultats de l'industrie française et ceux d'EDF.

Une transition énergétique à marche forcée, pour réduire la dépendance à la Russie, va-t-elle avoir des conséquences de long terme sur nos vies ? A quel point nos quotidiens vont-ils être changés ?

Jean-Paul Betbeze : Aussi longtemps que l'on refuse le nucléaire comme « énergie de transition », comme on dit politiquement à Bruxelles, pour ne braquer ni les Allemands, ni les Verts, nous sommes dans les bras de l'Opep, des États-Unis avant d'être dans ceux de la Chine, qui finira par louer une bonne part de la Sibérie pour exploiter son sous-sol. La transition énergétique par l'éolien et le photovoltaïque est insuffisante, chère et intermittente, sauf innovation radicale. Aller « à marche forcée » pour être moins dépendant de la Russie passe par le nucléaire, qui est le plus sûr, sachant que le gaz semble limité (production maximale actuellement en Finlande, 20 ans de réserves en Algérie...), sauf à changer de mode de vie, par télétravail massif notamment ou bien à accepter une croissance plus « sobre », pour ne pas dire « plus faible ». La guerre d'Ukraine montre les dépendances qui sont les nôtres vis-à-vis des lobbies, corruptions et mouvements d'idées, pour autant qu'on puisse les différencier.

Cyrille Bret : Notre dépendance au gaz russe est remise en cause. La transition énergétique à marche forcée que nous allons connaître aura de très lourdes conséquences. L'électricité nucléaire va être sur-sollicitée. Je pense que l'on peut s'attendre à un choc d'offre énergétique à court terme, qui va sans doute créer une transition accélérée. La désescalade

éventuelle des sanctions sera très lente et graduelle, elle ne lèvera en aucun cas la principale source de l'inflation en matière énergétique, qui est l'incertitude sur les approvisionnements.

La situation actuelle est inquiétante. Mais ce n'est qu'un sentiment, alors que la vie politique et sociale demande des actions à mettre en œuvre. Nous ne sommes pas démunis. La France possède des atouts très importants. Elle peut les mettre en œuvre, que ce soit dans sa politique écologique, dans ses politiques de défense ou sa façon de concevoir son rôle en Europe. Il ne faut pas se résigner. C'est le propre des moments de crise, cela accélère les mouvements de transformation.

Alors que la guerre en Ukraine est loin d'être terminée, plus de trois millions d'Ukrainiens ont déjà quitté leur pays pour se réfugier en Europe. Les Etats européens s'organisent mais face à un nombre chaque jour croissant et une issue de guerre incertaine, faut-il se préparer à un accueil plus durable de ces populations ? En quoi cela va-t-il avoir des conséquences sur nos vies ?

Maxime Tandonnet : Là aussi, tout dépend de la durée du conflit. Plus il se prolonge et plus les populations réfugiées seront enclines à s'implanter durablement dans les Etats d'accueil. Les Etats ont mis en place des dispositifs d'accueil d'urgence et d'hébergement qui leur permettent de gérer ce genre de situation. A court terme le coût budgétaire de cet accueil, qui passe notamment par la réquisition de places en hôtel est élevé. A long terme, l'apport de main d'œuvre extérieur peut être favorable quand l'économie est en croissance – on l'a vu quand l'Allemagne a accueilli un million de Syriens en 2015 et 2016. Cependant, le vrai sujet est l'avenir de l'Ukraine. Quand cette guerre absurde et fratricide prendra fin, il faudra songer à sa reconstruction et le pays aura besoin de ses forces vives comme d'une aide extérieure. Les réfugiés sont des personnes et des familles qui ont été contraintes, pour sauver leur vie, de fuir leur pays. Il est à souhaiter, pour les Ukrainiens qui ont tout perdu aujourd'hui et pour l'Ukraine qu'ils puissent au maximum retrouver leur maison et leur vie quotidienne.

Sous-estimons nous l'ampleur des changements qui s'amorcent ? Et leur gravité ?

Cyrille Bret : Je pense que la population française a majoritairement conscience de ces changements, notamment grâce aux journalistes qui donnent un écho très fort à ce conflit. Ils permettent à la conscience nationale et européenne de s'exprimer. Cela sera peut-être plus facile pour les français car les thématiques de la défense et des opérations extérieures n'ont jamais vraiment quitté leur quotidien. En revanche, nous pouvons nous attendre à une accélération très forte de ces thématiques.

Plus largement, dans quelle mesure nos quotidiens et nos perspectives d'avenir vont être durablement et profondément affectés par les conséquences de la guerre en Ukraine ?

Maxime Tandonnet : « La force de l'histoire » comme dit Péguy est totalement imprévisible. Sommes-nous dans le contexte d'un événement grave mais contenu dans certaines limites avec des perspectives de solutions pacifiques ? Ou sommes-nous, comme en juillet 1914, à la veille d'un cataclysme dont nous vivons les prémises ? Personne aujourd'hui n'est capable de le dire. Ce qui est à peu près certain c'est qu'après la chute de Kaboul pendant l'été 2021, l'invasion de l'Ukraine par l'armée de Poutine marque un fort déclin du monde occidental et de son leadership. Après l'effondrement du communisme et de l'Union soviétique au début des années 1990 l'occident, derrière les Etats-Unis, s'est érigé en gendarme du monde sans véritable opposition. D'où les interventions militaires en Serbie en 1999, en Irak en 1991 et 2003, et en Libye en 2011. Son impuissance face à la crise ukrainienne est annonciateur des désordres de l'avenir dominé par l'opposition entre le monde occidental et une alliance sino-soviétique avec des répercussions dans toute la planète.